

## **"Nos compatriotes n'ont pas intérêt à se diviser"**

Orne Hebdo du 3 septembre 2003

**Pour l'Alençonnais-ministre d'un Gouvernement sur le gril, "fixons-nous la belle ambition d'être aussi performants dans le public que dans le privé".**

### **La rentrée sociale sera-t-elle chaude?**

Je ne le sais pas. Ce que je sais, c'est qu'au moment même où la situation économique est la plus difficile, nos compatriotes n'ont pas intérêt à se diviser. Au contraire, ils doivent se serrer les coudes et affronter les difficultés avec courage, espoir et esprit de générosité pour en sortir vite et avec succès. J'ai pour ma part confiance dans le bon sens des gens. Ils savent intuitivement qu'un pays divisé s'affaiblit, joue contre lui-même. Ils savent parfaitement que toutes les revendications catégorielles nouvelles s'expriment aux dépens des autres. Le Gouvernement n'a pas de moyens propres, il agit avec l'argent de tous. Le Premier ministre consacre beaucoup de temps à écouter tous les représentants du monde du travail afin précisément de les associer à l'œuvre de modernisation si vitale pour l'avenir de notre pays.

### **Que répondez-vous aux intermittents du spectacle ?**

"Que le Gouvernement est venu au secours d'un régime miné par une dérive financière liée au doublement des allocataires et à de nombreux abus. Que ce régime était gravement menacé d'un démantèlement pur et simple. Ne rien faire aboutissait à la disparition pur et simple du système. Personne ne conteste la nécessité de disposer d'un régime d'indemnisation du chômage adapté aux caractéristiques de l'activité du spectacle. Le dispositif nouveau préserve la spécificité et les principes du régime. Il apporte de nombreuses avancées. Il sera mis en place progressivement en 2004 et 2005. En parallèle, le Gouvernement s'appliquera à mettre fin aux abus en tout genre qui fragilise le système".

### **Aux fonctionnaires ?**

"Qu'ils ont fait le choix de servir leur pays, leurs compatriotes et qu'il n'y a guère de missions plus exaltantes dans une vie. Que nous venons de changer de siècle et qu'un œuvre historique de modernisation de la France est à engager. Que cette œuvre ne peut pas, non seulement s'accomplir sans eux, mais qu'elle ne peut réussir qu'avec eux. C'est dire le rôle décisif qui sera le leur. En revanche, je mesure parfaitement les légitimes inquiétudes que nous ressentons tous face à tous les changements. Mais, là encore, je compte sur eux pour qu'ils dominent leurs peurs et entrent avec confiance dans les chantiers de la modernisation. S'agissant des moyens financiers consacrés à l'action publique, soyons clairs : il n'est globalement pas possible de faire davantage. Nous dépensons déjà beaucoup plus que tous les autres pays et ces dépenses dépassent de 20 % les recettes que nous levons. Nous devons apprendre à faire aussi bien et même mieux en dépensant moins. Nous y sommes parvenus à Alençon. Pourquoi n'y parviendrions-nous pas en France ? Les différents métiers exercés dans la fonction publique sont comme les métiers du privé, ils évoluent grâce à la progression des savoir-faire et des techniques. Fixons-nous la belle ambition d'être aussi performant dans le public que dans le privé. C'est possible. C'est une question de psychologie collective. Et

d'enthousiasme qu'il est temps de retrouver. En tout cas, que ceux qui souhaitent se voir confier de vraies responsabilités et s'épanouir dans leur travail ne s'inquiètent pas : l'avenir leur appartient".

### **Aux enseignants ?**

"Que nous leur confions la plus précieuse de toutes nos richesses : nos enfants. Que l'avenir de la France dépend en partie de leur aptitude à transmettre aux nouvelles générations des valeurs et des connaissances fécondes pour eux et pour la société. Que je ne sous-estime pas la difficulté de leur tâche dans la mesure où les maux dont souffre notre société moderne frappent en premier les jeunes : perte de sens, de valeurs, de respect, affaiblissement des familles, détresse humaine et sociale. Ils ont besoin de se sentir soutenus par les pouvoirs publics et par la nation tout entière. Mais la vérité oblige aussi à dire que ce n'est pas exclusivement par des moyens supplémentaires que l'on réglera les problèmes actuels. L'accroissement continu et considérable des crédits et des effectifs, ajoutés chaque année depuis 25 ans, n'a en rien atténué les difficultés. Elles n'ont au contraire cessé de s'accumuler ! Répartir plus clairement la responsabilité de chacun : parents, enfants, pouvoirs publics, enseignants, donner plus d'autonomie et d'initiative au corps enseignant, et surtout mieux répartir les moyens favoriserait le retour à une sérénité sans laquelle aucune solution durable ne sera trouvée".

### **Aux agriculteurs ?**

"Qu'ils assurent l'équilibre de 80 % du territoire de la France. Et que leur extinction progressive, sans que l'on s'en rende bien compte, serait un péril pour notre pays. Les calamités successives qu'ils ont subies ont affecté le fragile équilibre de leurs exploitations. C'est pourquoi le Gouvernement a mis immédiatement sur pied, en lien avec les organisations professionnelles, un plan exceptionnel de soutien. Les 500 millions d'euros de moyens supplémentaires qui ont été mis, au total, à leur disposition devraient les aider à traverser cette crise liée à la sécheresse. J'ai aussi personnellement veillé à ce que des délais de paiement et des remises gracieuses puissent être accordés pour le paiement des impôts directs de la TVA pour les situations les plus dramatiques. Au-delà, cette sécheresse nous appelle à agir vigoureusement pour la protection de notre planète. Enfin, tous les acteurs du monde rural doivent savoir que le Gouvernement entend, dès l'automne, améliorer la situation des territoires ruraux en renforçant leur activité et leur attractivité. C'est le sens de la loi rurale que défendra au Parlement mon collègue Hervé Gaymard dès cet automne".

### **A ceux qui estiment que le Gouvernement a mal géré l'effet-canicule ?**

"Je mets en garde ceux qui pensent que les Gouvernements peuvent tout. Ils y perdront un jour leur liberté et la démocratie. S'il est vrai que la canicule de cet été a été une épreuve terrible et mortelle pour nos personnes âgées, on peut aussi dire que les personnels des hôpitaux et des maisons de retraites ont été admirables de dévouement, d'initiative, de réactivité. Et qu'ils ont sauvé des vies, même si nous déplorons beaucoup de décès. Ce drame nous appelle à une réflexion approfondie sur l'état de notre société. D'abord, ne pouvons-nous pas remarquer combien la province, les villes moyennes et petites, l'espace rural ont fait face à la difficulté sans commune mesure avec Paris, l'Ile-de-France ou les grandes métropoles ? Cela veut dire que lorsque nous parlons de ville à taille humaine, cela correspond à une réalité. Pourquoi n'a-t-on pas entendu que la responsabilité des personnes âgées est exercée en France par les Départements et que les Conseils généraux se sont acquittés de leur tâche parfaitement, sauf peut-être à Paris. Là encore, ne confondons pas Paris et la France. Enfin, sommes-nous au clair, tous autant que nous sommes, dans notre relation avec les personnes âgées ? Certaines ne sont-elles pas mortes autant de solitude que d'hyperthermie. Plus qu'à la polémique, cette épreuve nous invite à un peu de médiation pour retrouver le sens de l'humain".

### **Aux épargnants qui voient le taux du livret A baisser ?**

"Je leur dirai que la réforme engagée permettra de garantir, quelles que soient les circonstances, une rémunération de l'épargne toujours supérieure à l'inflation. Que l'épargne populaire qui bénéficie aux plus modestes a été préservée : le taux du Livret d'épargne populaire n'a pas été modifié. Cette baisse du taux du livret A va permettre en revanche de dégager des financements à moindre coût, en particulier pour le logement social. Chacun en percevra les fruits".

### **À ceux qui annoncent une hausse du CSG ?**

"Le Premier ministre l'a dit et redit avec beaucoup de clarté : ce n'est pas à l'ordre du jour. Nous sommes au contraire engagés dans une démarche cohérente et déterminée de baisse des prélèvements pesant sur les Français. Le débat sur l'avenir de notre système de santé s'engagera dans les prochains jours. Avec les partenaires sociaux, nous ouvrirons ensemble les pistes de réforme, pour garantir l'avenir de la Sécurité Sociale".

***Avec l'aimable autorisation de Jean-Marie Foubert, rédacteur en chef de l'Orne-Hebdo.***